

Le G8 accepte de réduire la dette

Partage international n° [203](#) - Juillet 2005

Le chancelier de l'Échiquier britannique Gordon Brown a conclu un accord historique entre les nations les plus riches en vue d'annuler le remboursement de la dette de plus de trente pays les plus pauvres du monde.

Sur les 55 milliards de dollars de réduction de la dette annoncés par G. Brown, le 12 juin 2005, 40 milliards bénéficieront aux 18 pays qui ont rempli les conditions de 1996 fixées par la Banque mondiale, selon l'Initiative PPTE (pays pauvres et très endettés) dont l'Éthiopie, l'Ouganda, le Rwanda et le Mozambique. Neuf pays supplémentaires sont prêts à remplir les conditions.

Saluant cet accord comme « *la victoire des masses* », le musicien militant Bob Geldof affirme : « *Demain, 280 millions d'Africains se réveilleront pour la première fois de leur vie sans nous devoir un penny du fardeau de la dette qui les a accablés, ainsi que leur pays, pendant si longtemps. Cet argent qu'ils n'auraient jamais pu rembourser, nous ne savions même pas qu'ils nous le devaient.* »

L'annonce de G. Brown intervient après un différent international concernant l'annulation de la dette qui pèse sur l'économie des pays en développement, maintenant dans la misère une partie de leur population. L'accord a été conclu grâce à un compromis tripartite entre les États-Unis, qui souhaitaient que l'annulation de la dette corresponde à une réduction de l'aide, l'Europe qui désirait une nouvelle aide conditionnée par une bonne

gouvernance et le développement économique, et la Grande-Bretagne qui était pour annuler totalement la dette et accorder une aide supplémentaire. La résolution finale préconise l'augmentation de l'aide (selon les conditions gouvernementales et économiques, et selon les règles de transparence strictes fixées par la Banque mondiale, afin de s'assurer que l'aide atteigne bien ceux qui en ont besoin). Les États-Unis ont abandonné leur objection de longue date pour une aide supplémentaire en échange d'un projet pour dédommager les institutions de crédit (y compris la Banque mondiale et le Fonds de développement africain) pour les pertes subies.

John Nagenda, porte-parole du président de l'Ouganda, Yoweri Museveni, a salué cette initiative en ces termes à la BBC : « *Cet accord va dans le sens souhaité et nous en sommes enchantés, car avec cette dette notre pays ne pouvait pas aller de l'avant.* » Cependant, il a demandé que l'annulation soit accompagnée de compensations commerciales : « *Il est indispensable que nous puissions exporter nos produits [...] Je vous en prie, aidez-nous. En Ouganda, on dit que si quelqu'un est mieux nanti qu'un autre, il est de son devoir de l'aider.* »

Sources : The Observer, Grande-Bretagne

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Tendances](#) (Dans le monde actuel s'affirme une tendance de plus en plus prononcée à la synthèse, au partage, à la coopération, à de nouvelles approches et avancées technologiques pour la sauvegarde de la planète et le bien-être de l'humanité. Cette rubrique présente des événements et courants de pensée révélateurs d'une telle évolution.)